



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

n°2013-5MED

DREAL - UT 13

☐ COREO ☒ S31C ☐ non
N° A/

18 JAN. 2013

Destinataire : **Aix**
☐ Attribution ☐ Info
Copie :

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**A l'encontre de la Société VERT PROVENCE
concernant son activité de broyage et de compostage de déchets verts
à FUYEAU (13710)**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1,

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-138/395-2002A du 24 octobre 2003 délivré à la Société VERT PROVENCE portant autorisation d'exploitation d'une installation de compostage de déchets verts,

Vu la visite d'inspection de l'inspecteur des installations classées, du 12 décembre 2012 qui a constaté la présence de 20 000 tonnes de déchets verts, des refus de cribles et de la terre (merlon) qui sont stockées hors des périmètres de l'installation, ce qui constitue un écart à la réglementation,

Vu que les modifications des conditions d'exploitation constatées lors de cette visite d'inspection, n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet par la Société VERT PROVENCE,

Vu le non respect de l'engagement pris par l'exploitant lors d'une inspection en 2009, portant sur la nécessité de clôturer l'emprise totale du site,

Vu les insuffisances relevées par l'inspecteur des installations classées en matière de lutte contre l'incendie,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 décembre 2012,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence le 7 janvier 2013,

.../...

Considérant la présence de 20 000 tonnes de déchets verts hors des limites parcellaires de l'installation classée parcelles 62 et 63 mentionnées dans le dossier d'autorisation initiale, et devant l'engagement non réalisée par l'exploitant portant sur l'évacuation de ce dépôt d'ici fin 2012,

Considérant que le dossier d'autorisation doit être remis à jour, compte-tenu des modifications apportées à l'installation et notamment l'étude de danger prenant en compte le risque incendie et ce conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement,

Considérant que l'engagement de l'exploitant vis-à-vis de la réalisation totale de la clôture du site, avant la fin de l'année 2012, n'a pas été respecté,

Considérant que suite à la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une seule vanne incendie de 30m3/heure sur les deux mentionnées dans l'arrêté n°2003-318/195-2002A du 24 octobre 2003, relevant ainsi des insuffisances en la matière,

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure de celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société VERT PROVENCE dont le siège social, est situé CD6 la Barque 13170 FUYEAU est mise en demeure de respecter à compter de la notification de cet arrêté, sur son installation de compostage de déchets verts à l'adresse sus-mentionnée :

- **dans un délai de trois mois** l'article 1 de l'arrêté d'autorisation n°2003-318/195-2002A du 24 octobre 2003, qui prévoit qu'aucun stockage (déchets verts, compost, refus de crible, etc) ne doit être situé à l'extérieur des limites parcellaires de l'installation classée, telles que mentionnées dans le dossier d'autorisation à savoir les parcelles AM62 et AM63 (divisée en AM 122, 123 et 124)
- **dans un délai de trois mois** l'article 2 de l'arrêté n°2003-318/195-2002A du 24 octobre 2003, l'exploitant devant remettre à jour la totalité de son dossier d'autorisation et effectuer un porter à connaissance à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement,
- **dans un délai de deux mois** l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2003 sur l'obligation de clôturer entièrement le site, conformément à l'étude de danger présente dans le dossier d'autorisation initial,
- **dans un délai d'un mois** l'article 11.2 de l'arrêté d'autorisation portant sur la mise en place d'une deuxième borne à incendie de 30m3/h.

ARTICLE 2

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.514-1, 2 et 3 du Code de l'Environnement

ARTICLE 3

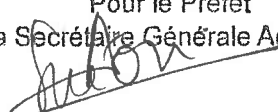
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Monsieur le Maire de Fuveau,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Aix en Provence,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement /
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- l'Agence Régionale de Santé,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, **08 JAN. 2013**

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI

☐ HOPI ☐ GIDIC ☐ non
n° A / AIX /

ARRIVEE 24 JAN. 2013
le

Destinataire :
☐ attribution ☐ info
Copie :